



NON À LA
CASSE
DES

**SERVICES
PUBLICS**

+ DE 1 300 ÉLU·ES

SOCIALISTES DISENT NON À LA CASSE DES SERVICES PUBLICS !

Madame, Monsieur,

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Nous, élu·e·s de la République, socialistes et apparenté·e·s, engagé·e·s chaque jour dans nos communes, nos intercommunalités, nos départements et nos régions, voulons vous dire notre profonde inquiétude sur la situation sans précédent que vont subir nos collectivités territoriales. Cette situation vous concerne directement, car il s'agit là de votre quotidien.

Le gouvernement annonce en effet 5 milliards d'économies sur les collectivités en 2025. Ce chiffre ne correspond pas à la réalité. **Ce sont en vérité 10 milliards d'euros qui n'iront pas vers nos collectivités territoriales** en comptant les coupes budgétaires, les désengagements de l'Etat sur ses propres prérogatives et les effets non compensés de l'inflation. Alors que les collectivités ne représentent que 9% de l'endettement public, la ponction qui leur est faite est dangereuse car son ampleur imposera des remises en cause dans vos services publics du quotidien. Pas seulement des baisses d'effectifs, mais la fin de certaines actions, de certains services, l'abandon de certains investissements et au-delà, une incitation forte à privatiser de plus en plus de services publics, dans une logique marchande dénuée d'intérêt général.

Dans une région comme la Bretagne, la ponction annoncée de 50 à 60 millions d'euros sur le budget régional l'an prochain représenterait la fermeture des lycées publics pendant un an, ou l'arrêt des TER durant quatre mois.

Dans un département comme la Haute-Garonne, où plus de 50 millions d'euros de ponction sont prévus, il faudrait supprimer l'intégralité des politiques de soutien à la culture, aux associations, au sport. Mais il faudrait aussi diminuer

l'allocation personnelle d'autonomie, supprimer la téléassistance pour les personnes vulnérables isolées, baisser l'aide aux Ehpad.

Dans une commune comme Villeurbanne, une perte sèche de 5 millions d'euros, ce sont cinq crèches que l'on ferme, la suppression d'un agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) sur deux, ou de toute la police municipale. Dans une ville comme Rennes, qui perdra 11 millions d'euros, c'est l'abandon d'une nouvelle école, ou alors la fermeture des crèches pendant quatre mois, de tous les équipements culturels pendant six mois, ou le choix de ne plus entretenir les espaces verts la moitié de l'année.

Derrière ces chiffres, ce sont bien des réalités de vie quotidienne, la vôtre, qui s'en trouveront concrètement impactées. Nos politiques d'investissement pour améliorer votre cadre de vie, entretenir notre patrimoine, et affronter le défi climatique, seront aussi fortement mises à mal. Chacun peut avoir en tête la nécessaire rénovation énergétique des écoles, des collèges, des lycées, pour que nos enfants et les équipes qui y travaillent ne subissent plus les périodes de froid et surtout de fortes chaleurs dans les années à venir. Au-delà, parce que les collectivités représentent 70% de l'investissement public, ce sont des milliers d'entreprises du BTP et des centaines de milliers d'emplois qui seront directement impactés.

Jamais depuis l'engagement de la décentralisation en 1981, l'autonomie des collectivités n'avait à ce point été remise en cause. En les privant de leur capacité à agir, c'est notre modèle de décentralisation qui est fragilisé. **Jamais un gouvernement n'avait ainsi bradé l'action publique de proximité, en soumettant les services publics à une logique technocratique, purement budgétaire et jacobine.**

Pour nous, élu·e·s socialistes, les difficultés financières que

notre pays connaît sont très largement dues à la mauvaise gestion d'Emmanuel Macron. La baisse inconsidérée des prélèvements obligatoires nationaux et la suppression de certains impôts locaux, ont conduit le pays dans une crise de financement qui était largement prévisible. **Alors que depuis 2017, ce sont en moyenne 60 milliards de cadeaux fiscaux qui ont été faits chaque année aux ultra-riches et aux grandes entreprises, nous considérons que ce ne sont pas aux services publics de proximité et de solidarité portés par les collectivités territoriales de payer la facture.**

Les collectivités ont toujours été responsables, elles qui votent obligatoirement leur budget en équilibre. Elles sauront travailler et innover pour moins et mieux dépenser. Mais elles ne le feront pas au prix de leur raison d'être qui est de vous accompagner au mieux dans votre quotidien, dans vos villes, vos villages, vos quartiers ; au prix de la solidarité que nous devons aux plus fragiles d'entre nous et face à la montée des inégalités ; au prix du soutien à l'économie locale, nationale et à l'emploi ; au prix du rendez-vous incontournable avec la bifurcation écologique. Nous n'accepterons pas cette saignée de nos budgets qui se traduira immanquablement par une casse sociale et territoriale sans précédent. C'est pourquoi nous lançons une pétition et engageons dans nos territoires une série d'actions de mobilisation pour aller à votre rencontre et dénoncer cette attaque historique faite aux collectivités et aux services publics du quotidien. Parce qu'il en va de notre mission et de notre responsabilité. Parce qu'il en va de votre avenir, celui de vos enfants et celui de notre pays.

Premiers signataires :

Olivier FAURE, Premier secrétaire du Parti socialiste, Député de Seine-et-Marne ; **Johanna ROLLAND**, Maire de Nantes, Présidente de Nantes Métropole, Présidente de France urbaine, Première secrétaire déléguée du Parti socialiste ; **André LAIGNEL**, Maire de Issoudun, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France (AMF) ; **Jean-Luc GLEYZE**, Président du département de la Gironde, Secrétaire général de l'Assemblée des Départements de France (ADF) ; **Carole DELGA**, Présidente de la Région d'Occitanie, Présidente de Régions de France (ARF) ; **Sébastien MIOSSEC**, Maire de Riec sur Bélon, Président délégué à Intercommunalités de France ; **Jean-François DEBAT**, Maire de Bourg-en-Bresse, Président de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse, Président délégué de Villes de France ; **Christophe BOUILLON**, Maire de Barentin, Président de l'Association des Petites Villes de France (APVF) ; **Hélène GEOFFROY**, Maire de Vaulx en Velin, Présidente de la FNESR ; **Benoît ARRIVE**, Maire de Cherbourg-en-Cotentin, Président délégué de la FNESR ; **Luc CARVOUNAS**, Maire d'Alfortville, Président de l'UNCCAS ; **Yohann NEDELEC**, Adjoint au maire de Brest, Président du CNFPT ; **Benoît PAYAN**, Maire de Marseille ; **Alain ROUSSET**, Président de Nouvelle Aquitaine ; **Sébastien VINCINI**, Président de la Haute-Garonne ; **Nathalie APPERE**, Maire de Rennes, Présidente de Rennes Métropole ; **Mathieu KLEIN**, Maire de Nancy, Président de la Métropole du Grand Nancy ; **Cédric VAN STYVENDAEL**, Maire de Villeurbanne ; **Patrick KANNER**, Président du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain au Sénat ; **Boris VALLAUD**, Président du groupe Socialiste à l'Assemblée nationale ; **Nora MEBAREK**, Députée européenne, Cheffe de la délégation française socialiste et écologiste au Parlement européen ; **Pierre JOUVET**, Député européen, Secrétaire général du Parti socialiste ; **Stéphane DELAUTRETTE**, Député de Haute-Vienne, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation à l'Assemblée nationale.